

Le plan ou le sous-plan prévoit toujours un premier paiement immédiat, dans les dix jours qui suivent la date présumée de réception du plan de paiement.

Les échéances suivantes sont fixées à un mois d'intervalle.

Dans l'hypothèse où l'employeur bénéficierait de sous-plans, les modalités intégrées dans le plan de paiement prévoient des paiements cumulés le même jour. »

Art. 2. L'article 43 de la loi du 3 juillet 2005 portant diverses dispositions relatives à la concertation sociale produit ses effets le 1^{er} janvier 2007.

Art. 3. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} janvier 2007.

Art. 4. Notre Ministre des Affaires sociales et Notre Ministre de l'Emploi sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 13 juillet 2007.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires sociales,
R. DEMOTTE
Le Ministre de l'Emploi,
P. VANVELTHOVEN

Het plan of subplan voorziet steeds in een eerste onmiddellijke betaling binnen de tien dagen na de vermoedelijke datum van ontvangst van het afbetalingsplan.

De volgende vervaldata worden vastgelegd met een tussentijd van een maand.

In de veronderstelling dat de werkgever zou genieten van subplannen, voorzien de modaliteiten in het afbetalingsplan in betalingen die op dezelfde dag worden samengevoegd. »

Art. 2. Artikel 43 van de wet van 3 juli 2005 houdende diverse bepalingen betreffende het sociaal overleg heeft uitwerking met ingang van 1 januari 2007.

Art. 3. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 2007.

Art. 4. Onze Minister van Sociale Zaken en Onze Minister van Werk zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 13 juli 2007.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Sociale Zaken,
R. DEMOTTE
De Minister van Werk,
P. VANVELTHOVEN

SERVICE PUBLIC FEDERAL
SECURITE SOCIALE

F. 2007 — 3763

[C — 2007/23303]

17 AOUT 2007. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 12 août 1985 portant exécution de l'article 62, § 5, des lois coordonnées relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu les lois coordonnées du 19 décembre 1939 relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés, notamment l'article 62, § 5, inséré par la loi du 1^{er} août 1985 et remplacé par la loi du 29 avril 1996;

Vu l'arrêté royal du 12 août 1985 portant exécution de l'article 62, § 5, des lois coordonnées relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés, modifié par les arrêtés royaux des 25 janvier 1989, 5 juin 1990, 15 septembre 1994, 15 mars 1995, 6 avril 1995, 29 octobre 1997, 11 décembre 2001, 16 avril 2002, 9 juillet 2002 et 29 février 2004;

Vu la proposition du Comité de gestion de l'Office national d'allocations familiales pour travailleurs salariés du 5 décembre 2006;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 25 avril 2007;

Vu l'accord de Notre Ministre du Budget du 23 juillet 2007;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, remplacé par la loi du 4 juillet 1989 et modifié par la loi du 4 août 1996;

Vu l'urgence;

Considérant que le présent arrêté vise notamment à tenir compte des évolutions sociales et des modifications intervenues précédemment dans la réglementation du chômage; qu'il importe en conséquence que les nouvelles mesures en matière d'allocations familiales soient applicables dès que possible afin de garantir au plus tôt une meilleure cohérence entre la réglementation des allocations familiales et la réglementation du chômage;

Considérant que les organismes d'allocations familiales doivent être informés aussi vite que possible de la nouvelle réglementation afin qu'ils puissent s'organiser dans les meilleurs délais aussi bien sur le plan informatique qu'administratif;

Considérant enfin que l'instauration d'un plafond de revenus uniforme pour toutes les prestations sociales a pris effet le 1^{er} décembre 2006, et qu'il est nécessaire par conséquent que ledit arrêté soit publié dès que possible;

Sur la proposition de Notre Ministre des Affaires sociales,

FEDERALE OVERHEIDSDIENST
SOCIALE ZEKERHEID

N. 2007 — 3763

[C — 2007/23303]

17 AUGUSTUS 2007. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 12 augustus 1985 tot uitvoering van artikel 62, § 5, van de samengeordende wetten betreffende de kinderbijslag voor loonarbeiders

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de samengeordende wetten van 19 december 1939 betreffende de kinderbijslag voor loonarbeiders, inzonderheid op artikel 62, § 5, ingevoegd bij de wet van 1 augustus 1985 en vervangen bij de wet van 29 april 1996;

Gelet op het koninklijk besluit van 12 augustus 1985 tot uitvoering van artikel 62, § 5, van de samengeordende wetten betreffende de kinderbijslag voor loonarbeiders, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 25 januari 1989, 5 juni 1990, 15 september 1994, 15 maart 1995, 6 april 1995, 29 oktober 1997, 11 december 2001, 16 april 2002, 9 juli 2002 en 29 februari 2004;

Gelet op het voorstel van het Beheerscomité van de Rijksdienst voor kinderbijslag voor werknemers van 5 december 2006;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 25 april 2007;

Gelet op de akkoordbevinding van Onze Minister van Begroting van 23 juli 2007;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, vervangen bij de wet van 4 juli 1989 en gewijzigd bij de wet van 4 augustus 1996;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat dit besluit inzonderheid beoogt rekening te houden met de sociale evoluties en de voorafgaandelijk doorgevoerde wijzigingen in de werkloosheidsreglementering; dat het bijgevolg belangrijk is dat de nieuwe maatregelen inzake kinderbijslag onverwijld zouden van toepassing zijn teneinde zo snel mogelijk een betere coherentie te garanderen tussen de kinderbijslagreglementering en de werkloosheidsreglementering;

Overwegende dat de kinderbijslaginstellingen zo snel als mogelijk op de hoogte moeten gebracht worden van de nieuwe reglementering zodat ze zich binnen de kortst mogelijke termijn zouden kunnen organiseren zowel op het vlak van informatica als op het administratief vlak;

Overwegende dat de instelling van een eenvormige inkomensgrens voor alle sociale prestaties in werking is getreden op 1 december 2006, en dat het bijgevolg noodzakelijk is dat dit besluit onverwijld gepubliceerd wordt;

Op de voordracht van Onze Minister van Sociale Zaken,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. L'article 1^{er} de l'arrêté royal du 12 août 1985 portant exécution de l'article 62, § 5, des lois coordonnées relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés, modifié par les arrêtés royaux des 15 septembre 1994 et 6 avril 1995, est remplacé par la disposition suivante :

« Article 1^{er}. § 1^{er}. Les allocations familiales sont accordées pendant une période de deux cent septante ou cent quatre-vingt jours civils, selon que l'enfant a ou non atteint l'âge de 18 ans au moment de sa demande d'allocation de chômage ou d'attente, en faveur de l'enfant qui a terminé des études, un apprentissage, une formation ou un stage pour être nommé à une charge, à condition :

1° qu'il se soit inscrit comme demandeur d'emploi. La radiation d'office opérée par après par un service régional de l'emploi ne fait pas obstacle à l'application du présent arrêté;

2° qu'il ne soit pas chômeur en raison de circonstances dépendant de sa volonté au sens de l'article 51, § 1^{er}, alinéa 2, 3°, de l'arrêté royal du 25 novembre 1991 portant réglementation du chômage.

§ 2. La période de deux cent septante ou cent quatre-vingt jours civils visée au § 1^{er} commence :

1° le 1^{er} juillet ou le 1^{er} août après la dernière année scolaire ou académique, selon que l'enfant est âgé de moins de 18 ans ou est âgé de 18 ans ou plus le jour de son inscription comme demandeur d'emploi;

2° le jour après la fin de toutes les activités imposées par le programme d'études, lorsque cette fin a lieu après le 1^{er} juillet ou le 1^{er} août ou le jour après la fin de l'apprentissage ou de la formation;

3° le jour après la remise d'un mémoire de fin d'études supérieures ou le jour après l'interruption de la préparation de celui-ci;

4° le jour après la fin de la période de stage, exigée pour être nommé à une charge publique, ou le jour après l'interruption de ce stage;

5° le jour après la date à laquelle il a été mis fin prématurément à de nouvelles études, un apprentissage ou une formation, à condition :

a) qu'il ne se soit pas écoulé un délai de plus de quinze mois entre la fin d'études, d'un apprentissage ou d'une formation et la reprise d'études, d'un apprentissage ou d'une formation;

b) que les nouvelles études, l'apprentissage ou la formation aient duré au moins six mois, lorsque le délai visé sous a) est dépassé. »

Art. 2. Les articles 2, modifié par les arrêtés royaux des 15 septembre 1994 et 6 avril 1995, *2bis*, inséré par l'arrêté royal du 5 juin 1990 et modifié par les arrêtés royaux des 15 septembre 1994 et 6 avril 1995, 3, modifié par l'arrêté royal du 15 septembre 1994, et *3bis* du même arrêté, inséré par l'arrêté royal du 25 janvier 1989 et modifié par les arrêtés royaux des 15 septembre 1994 et 25 octobre 1997, sont abrogés.

Art. 3. L'article 4 du même arrêté, modifié par les arrêtés royaux des 24 juin 1987, 25 janvier 1989, 5 juin 1990, 15 septembre 1994, 15 mars 1995, 29 octobre 1997, 11 décembre 2001, 16 avril 2002, 9 juillet 2002 et 29 février 2004, est remplacé par la disposition suivante :

« Article 4. § 1^{er}. La période de deux cent septante ou cent quatre-vingts jours civils fixée à l'article 1^{er}, § 1^{er}, est prolongée de la période durant laquelle l'enfant était suspendu comme demandeur d'emploi pour cause de maladie, conformément à la réglementation relative au chômage.

Si l'enfant n'était pas en mesure de s'inscrire comme demandeur d'emploi pour cause de maladie, conformément à la réglementation relative au chômage, au moment où la période susmentionnée de deux cent septante ou cent quatre-vingts jours civils aurait dû prendre cours, les allocations familiales sont octroyées durant toute la période au cours de laquelle le jeune ayant quitté l'école n'a pas pu s'inscrire comme demandeur d'emploi, ainsi que durant la période d'octroi subséquente de deux cent septante ou cent quatre-vingts jours civils, si l'enfant s'inscrit comme demandeur d'emploi sans intervalle après la maladie.

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Artikel 1 van het koninklijk besluit van 12 augustus 1985 tot uitvoering van artikel 62, § 5, van de samengeordende wetten betreffende de kinderbijslag voor loonarbeiders, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 15 september 1994 en 6 april 1995, wordt vervangen als volgt :

« Artikel 1. § 1. De kinderbijslag wordt toegekend gedurende een periode van tweehonderdzeventig of honderdtachtig kalenderdagen, naargelang het kind de leeftijd van 18 jaar al dan niet heeft bereikt op het ogenblik van zijn aanvraag om werkloosheidsuitkering of wachtuitkering, ten behoeve van het kind dat studies, een leertijd, een vorming of een stage om in een ambt te worden benoemd, heeft beëindigd, op voorwaarde :

1° dat het zich ingeschreven heeft als werkzoekende. De ambtshalve uitschrijving achteraf door een gewestelijke dienst voor arbeidsbemiddeling is geen beletsel voor de toepassing van dit besluit;

2° dat het niet werkloos is wegens omstandigheden afhankelijk van zijn wil in de zin van artikel 51, § 1, tweede lid, 3°, van het koninklijk besluit van 25 november 1991 houdende de werkloosheidsreglementering.

§ 2. De in § 1 bedoelde periode van tweehonderd zeventig of honderd tachtig kalenderdagen vangt aan :

1° op 1 juli of op 1 augustus na het laatste school- of academiejaar, naargelang het kind op de dag van zijn inschrijving als werkzoekende jonger dan 18 jaar dan wel 18 jaar of ouder is;

2° de dag na de beëindiging van alle activiteiten opgelegd door het studieprogramma indien deze beëindiging plaats heeft na 1 juli of 1 augustus of de dag na de beëindiging van de leertijd of vorming;

3° de dag na de inlevering van een eindverhandeling bij hogere studiën of de dag na de onderbreking van de voorbereiding ervan;

4° de dag na het einde van de stageperiode, vereist om in een openbaar ambt te worden benoemd, of de dag na de onderbreking van deze stage;

5° de dag na de datum waarop voortijdig aan nieuwe studies, een leertijd of een vorming een einde werd gesteld, op voorwaarde dat :

a) geen termijn van meer dan vijftien maanden is verlopen tussen het einde van studies, een leertijd of een vorming en het hernemen van studies, een leertijd of een vorming;

b) de nieuwe studies, leertijd of vorming minstens zes maanden hebben geduurd indien de in a) vermelde termijn overschreden is. »

Art. 2. De artikelen 2, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 15 september 1994 en 6 april 1995, *2bis*, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 5 juni 1990 en gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 15 september 1994 en 6 april 1995, 3, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 15 september 1994, en *3bis* van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 25 januari 1989 en gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 15 september 1994 en 25 oktober 1997, zijn opgeheven.

Art. 3. Artikel 4 van hetzelfde besluit, gewijzigd door de koninklijke besluiten van 24 juni 1987, 25 januari 1989, 5 juni 1990, 15 september 1994, 15 maart 1995, 29 oktober 1997, 11 december 2001, 16 april 2002, 9 juli 2002 en 29 februari 2004, wordt vervangen als volgt :

« Artikel 4. § 1. De in artikel 1, § 1 gestelde periode van tweehonderd zeventig of honderd tachtig kalenderdagen wordt verlengd met de periode gedurende welke het kind, overeenkomstig de werkloosheidsreglementering, wegens ziekte geschorst was als werkzoekende.

Indien het kind zich op het tijdstip waarop de voormelde periode van tweehonderd zeventig of honderd tachtig kalenderdagen had moeten ingaan, wegens ziekte niet kon laten inschrijven als werkzoekende overeenkomstig de werkloosheidsreglementering, wordt de kinderbijslag toegekend gedurende de hele periode waarin de schoolverlater zich niet kon laten inschrijven als werkzoekende, evenals gedurende de daarop volgende toekenningsperiode van tweehonderd zeventig of honderd tachtig kalenderdagen, indien het kind zich aansluitend aan de ziekteperiode inschrijft als werkzoekende.

L'alinéa 1^{er} et l'alinéa 2 ne sont pas applicables si l'enfant ne se réinscrit pas ou ne s'inscrit plus comme demandeur d'emploi après la maladie.

§ 2. La période de deux cent septante ou cent quatre-vingts jours civils fixée à l'article 1^{er}, § 1^{er}, est prolongée d'un mois au maximum lorsque, après la fin des études ou de l'apprentissage, l'enfant a été lié, durant le troisième trimestre civil, par un contrat d'occupation d'étudiants, et qu'il était soustrait, pendant cette occupation, à l'application de la loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs.

La période de deux cent septante ou cent quatre-vingts jours civils fixée à l'article 1^{er}, § 1^{er}, prolongée le cas échéant conformément à l'alinéa 1^{er}, est réduite de trois mois au maximum lorsque l'enfant, après le 30 juin 2005 :

1) a effectué un travail en exécution d'un contrat d'occupation d'étudiants, sans que des retenues de sécurité sociale aient été opérées, et ce, durant les premier, deuxième ou quatrième trimestres civils;

2) ou a fourni des prestations de travail au sens de l'article 37 de l'arrêté royal du 25 novembre 1991 portant réglementation du chômage et situées durant la période précédant la fin des études ou de l'apprentissage visés à l'article 36, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o ou 3^o du même arrêté.

§ 3. L'octroi des allocations familiales est suspendu pour tout le mois durant lequel l'enfant perçoit un revenu brut tiré d'une activité lucrative ou une prestation sociale en application d'un régime belge ou étranger relatif à la maladie, à l'invalidité, aux accidents du travail, aux maladies professionnelles ou au chômage, ou les deux, de plus de 394,15 EUR par mois. Ce montant est lié à l'indice pivot 103,14 (base 1996 = 100) des prix à la consommation. Il évolue conformément aux dispositions de l'article 76bis, §§ 1^{er} et 3, des lois coordonnées relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés. »

Art. 4. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} juillet 2007, à l'égard des enfants bénéficiaires qui se sont inscrits comme demandeurs d'emploi à partir de cette date. Toutefois, à l'égard d'enfants bénéficiaires inscrits à une date antérieure, les dispositions de l'article 3 formant l'article 4, § 3, de l'arrêté royal du 12 août 1985 portant exécution de l'article 62, 5, des lois coordonnées relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés, produisent leurs effets le 1^{er} décembre 2006.

Art. 5. Notre Ministre des Affaires sociales est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 17 août 2007.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires sociales,
D. DONFUT

De eerste en de tweede alinea zijn niet van toepassing indien het kind zich, aansluitend aan de ziekteperiode, niet opnieuw of niet meer inschrijft als werkzoekende.

§ 2. De in artikel 1, § 1 gestelde periode van tweehonderd zeventig of honderd tachtig kalenderdagen wordt verlengd met ten hoogste een maand wanneer het kind, na de beëindiging van de studies of de leertijd, gedurende het derde kalenderkwartaal verbonden is geweest door een overeenkomst voor tewerkstelling van studenten, en wanneer het tijdens die tewerkstelling onttrokken was aan de toepassing van de wet van 27 juni 1969 tot herziening van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders.

De in artikel 1, § 1 gestelde periode van tweehonderd zeventig of honderd tachtig kalenderdagen, in voorkomend geval verlengd overeenkomstig het eerste lid, wordt verkort met maximum drie maanden wanneer het kind, na 30 juni 2005 :

1) ofwel arbeid heeft verricht in uitvoering van een overeenkomst voor tewerkstelling van studenten, waarbij geen inhoudingen voor sociale zekerheid werden verricht, gelegen in het eerste, tweede of vierde kalenderkwartaal;

2) ofwel arbeidsprestaties heeft verricht in de zin van artikel 37 van het koninklijk besluit van 25 november 1991 houdende de werkloosheidsreglementering en gelegen in de periode voorafgaand aan de beëindiging van de studies of de leertijd, bedoeld in artikel 36, § 1, eerste lid, 2^o of 3^o van hetzelfde besluit.

§ 3. De toekenning van de kinderbijslag wordt geschorst voor de volledige maand tijdens welke het kind een bruto-inkomen ontvangt uit een winstgevende activiteit of een sociale uitkering geniet op grond van een Belgische of buitenlandse regeling voor ziekte, invaliditeit, arbeidsongevallen, beroepsziekten of werkloosheid, of beide samen, van meer dan 394,15 EUR per maand. Dit bedrag wordt gekoppeld aan het spilindexcijfer 103,14 (basis 1996 = 100) van de consumptieprijzen. Het evolueert conform de bepalingen van artikel 76bis, §§ 1 en 3 van de samengeordende wetten betreffende de kinderbijslag voor loonarbeiders. »

Art. 4. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 juli 2007, ten behoeve van rechtgevendende kinderen die zich ingeschreven hebben als werkzoekende vanaf deze datum. Evenwel, ten behoeve van rechtgevendende kinderen die zich voor deze datum hebben ingeschreven, hebben de bepalingen van artikel 3 die artikel 4, § 3, van het koninklijk besluit van 12 augustus 1985 tot uitvoering van artikel 62, § 5, van de samengeordende wetten betreffende de kinderbijslag voor loonarbeiders vormen, uitwerking met ingang van 1 december 2006.

Art. 5. Onze Minister van Sociale Zaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 17 augustus 2007.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Sociale Zaken,
D. DONFUT

SERVICE PUBLIC FEDERAL
SECURITE SOCIALE

F. 2007 — 3764

[C — 2007/23295]

17 AOUT 2007. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 21 décembre 1967 portant règlement général du régime de pension de retraite et de survie des travailleurs salariés, en ce qui concerne le cumul d'une pension de survie avec un revenu de remplacement

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu l'arrêté royal n° 50 du 24 octobre 1967 relatif à la pension de retraite et de survie des travailleurs salariés, notamment l'article 25, modifié par la loi du 10 février 1981, l'arrêté royal du 23 décembre 1996, confirmé par la loi du 13 juin 1997, et l'arrêté royal du 21 janvier 2003;

Vu l'arrêté royal du 21 décembre 1967 portant règlement général du régime de pension de retraite et de survie des travailleurs salariés, notamment les articles 64quinquies, 64sexies, 64septies et 64octies, insérés par l'arrêté royal du 20 décembre 2006;

FEDERALE OVERHEIDSDIENST
SOCIALE ZEKERHEID

N. 2007 — 3764

[C — 2007/23295]

17 AUGUSTUS 2007. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 21 december 1967 tot vaststelling van het algemeen reglement betreffende het rust- en overlevingspensioen voor werknemers, wat de cumulatie van een overlevingspensioen met een vervangingsinkomen betreft

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op het koninklijk besluit nr. 50 van 24 oktober 1967 betreffende het rust- en overlevingspensioen voor werknemers, inzonderheid op artikel 25, gewijzigd bij de wet van 10 februari 1981, het koninklijk besluit van 23 december 1996, bekrachtigd bij de wet van 13 juni 1997, en het koninklijk besluit van 21 januari 2003;

Gelet op het koninklijk besluit van 21 december 1967 tot vaststelling van het algemeen reglement betreffende het rust- en overlevingspensioen voor werknemers, inzonderheid op de artikelen 64quinquies, 64sexies, 64septies en 64octies, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 20 december 2006;